

A horizontal collage of four images: a modern building, a market stall with produce, a wind turbine, and a field of wind turbines. The collage is framed by white curved lines.

Le moyen terme 2019-2023

Commission Environnement et
Développement Durable (EDD)

(11 avril 2018)

Plan de la présentation :

1. La préparation du moyen terme 2019-2023 : quelques généralités
2. Éléments de bilan du moyen terme 2014-2018 pour la Commission EDD
3. Quelques pistes pour le prochain moyen terme
 - thèmes de la Commission
 - questions générales/transversales

Trois phases de préparation :

1. Faire le bilan des avis de moyen terme adoptés en janvier 2014
2. Recueillir les besoins et attentes des utilisateurs
3. Rédiger les avis du moyen terme 2019-2023

NB : les phases 1 et 2 sont entremêlées

Le bilan du moyen terme 2014-2018 (phase 1) s'appuie sur :

- les avis pris par la Commission au cours de ses réunions entre 2014 et 2017 (en référence aux avis de moyen terme adoptés en janvier 2014)
- les bilans des producteurs du Service Statistique Public (SSP) et des organismes hors SSP de ce qu'ils ont réalisé depuis 2014
- des consultations des présidents et rapporteurs des Commissions (→ questions sur le fonctionnement du Cnis)

Le recueil des besoins ou des attentes (phase 2) s'effectue par voie de consultation :

- des présidents et rapporteurs des différentes Commissions
- des membres du bureau du Cnis
- des « contacts » du Cnis (environ 3 300 personnes) et d'autres personnes, par un questionnaire en ligne sur le site du Cnis

Une Rencontre est par ailleurs programmée le 2 juillet, portant sur les nouvelles sources

Les avis du prochain moyen terme seront l'aboutissement (phase 3) :

- de la prise en compte « raisonnée » des besoins exprimés
- de leur formalisation en propositions d'avis établies et/ou discutées lors des Commissions d'automne
- de leur adoption par l'assemblée plénière du Cnis en janvier 2019

La séance d'aujourd'hui :

- Présentation des éléments de bilan du moyen terme 2014-2018
- Première expression des besoins pour 2019-2023 :
 - à reconduire pour ceux qui n'auraient pas été suffisamment traités au cours du moyen terme 2014-2018
 - à introduire comme « nouveaux » besoins
- Réactions et discussions sur les éléments présentés

Formellement, 6 avis de moyen terme pour la Commission EDD ont été adoptés en janvier 2014 :

- avis 1 : Indicateurs de développement durable
- avis 2 : Entreprises, économie et développement durable
- avis 3 : Ménages et développement durable
- avis 4 : Action publique et développement durable
- avis 5 : Énergie-climat
- avis 6 : Biodiversité

Deux remarques préalables :

1. Formellement 6 avis, déclinés en sous-avis → en réalité 20 avis de moyen terme
2. Deux types d'avis :
 1. des avis EDD : n° 1 (indicateurs DD), n° 5 (énergie-climat) et n° 6 (biodiversité)
 2. des avis « mixtes », combinant EDD et Entreprises (n° 2), EDD et Ménages (n° 3), EDD et Services publics (n° 4)

Avis 1 : Indicateurs de développement durable (→ 3 sous-avis)

1. Corpus « *simple et intelligible pour le grand public* » d'indicateurs liés à des stratégies nationales ou internationales

- stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable (SNTEDD) : 83 indicateurs
- les Objectifs ONU de Développement Durable : 232 indicateurs
- le tableau de bord issu de la loi Eva Sas : 10 indicateurs (cohésion sociale, préparation du futur, qualité de vie)
- ...

NB : profusion d'indicateurs → situation inévitable → documentation nécessaire

2. Extension du champ couvert par les indicateurs

- perturbateurs endocriniens, pollutions lumineuses, ... : ces phénomènes restent à mesurer
- gaspillage alimentaire : des données, mais éparées
- consommation de ressources pour l'activité économique : production d'indicateurs sur les flux de matières, sur la gestion et l'utilisation des ressources
- dimension sociale → voir avis 1.C

3. Poursuivre une large concertation pour faire évoluer les indicateurs
 - Groupe de travail du Cnis sur la déclinaison française des indicateurs de suivi des objectifs de développement durable. Notamment : prise en compte de la dimension sociale (voir avis 1.B)
 - Diffusion, sur le site de l'Insee, des 10 « indicateurs phares » du DD avec des comparaisons européennes
 - Diffusion d'indicateurs territoriaux par le SDES et l'Observatoire des territoires

Avis 5 : Énergie-climat (→ 4 sous-avis)

1. Compte satellite de l'énergie

→ En cours de réalisation, avec un objectif de publication en 2018. Étape intermédiaire : production de bilans emplois-ressources physiques et monétaires par type d'énergie (publication en septembre 2017 sur l'électricité, en janvier 2018 sur le charbon, au cours de 2018 pour les autres types d'énergie)

2. Prix de l'énergie

- nombreuses publications annuelles sur le prix de l'énergie (exemple : Les chiffres-clés de l'énergie, Bilan énergétique de la France, ...)
- publications annuelles spécifiques sur les prix du gaz et de l'électricité, avec des comparaisons européennes

3. Gaz à effet de serre

- publications régulières sur les émissions en CO₂ (combustion énergie fossile) par activité économique
- publication annuelle d'une estimation de l'empreinte carbone

4. Données localisées de l'énergie

- diffusion de données locales de consommation d'énergie (gaz, électricité, produits pétroliers, production de chaleur et de froid) à un niveau géographique fin (IRIS pour électricité et gaz)
- 2019 : diffusion de données au niveau du bâtiment

Avis 6 : Biodiversité (connaissance globale de la)

- Cadre de la coordination souhaitée par le Cnis : l'Observatoire National de la Biodiversité, auquel est associé le SDES
- Diffusion de 92 indicateurs, dont 63 pour suivre la stratégie nationale de la biodiversité 2011-2020 ; indicateurs complémentaires, thématiques (forêts, milieux marins, sols, changement climatique, ...)

Avis 2 : Entreprises, économie et DD (→ 5 sous-avis)

1. Prise en compte du développement durable par les entreprises et organismes publics

Enquêtes de la Direction des Statistiques d'Entreprises (DSE) de l'Insee sur :

- les consommations d'énergie dans l'industrie et dans le tertiaire, les dépenses pour protéger l'environnement, les déchets dans l'industrie et le commerce (prise en compte de la disparité des situations individuelles, représentativité régionale de l'enquête consommations d'énergie 2015)
- le développement durable et la responsabilité sociétale des entreprises

2. Mesure de l'économie verte

Création, en 2010, de l'Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte (Onemev) :

- instance de concertation, d'échange de l'information et de travaux communs
- le SDES pilote le pôle « Observation, méthodes et quantifications »
- travaux réalisés en 2014 par le Pôle de services de l'action régionale (PSAR) de Lille sur la régionalisation des métiers verts

3. Faisabilité de la prise en compte, dans la statistique, de l'« économie de la fonctionnalité » et de l'« économie circulaire »
 - économie de la fonctionnalité : données lacunaires, mais quelques travaux d'illustration de l'économie de la fonctionnalité appliquée aux déplacements (covoiturage, autopartage, vélos en libre service : voir Rapport sur l'environnement en France, 2014)
 - économie circulaire : publication, en 2017, des 10 indicateurs clés pour le suivi de l'économie circulaire

4. Connaissance des pratiques agroalimentaires
 - enquête triennale sur la structure des exploitations agricoles (notamment : bio, circuits courts) : collecte fin 2016-début 2017, premiers résultats au 1er semestre 2018

5. Comptes de l'environnement
 - travaux en cours
 - difficultés avec le partage dépenses curatives/dépenses préventives

Avis 3 : Ménages et DD (→ 4 sous-avis)

1. Comportement des ménages dans la gestion des déchets
 - enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages avec focus annuel (en novembre) sur l'environnement (une question sur les déchets)
2. Suivi de la mise aux normes thermiques des logements
 - enquête Performance de l'habitat, équipements, besoins et usages de l'énergie (Phébus), volet Diagnostic de Performance Energétique
 - dernière enquête en 2013; réflexions sur des dispositifs alternatifs d'observation

3. Liens entre environnement et santé

Nécessité :

- de construire des indicateurs locaux – zonage à définir – mesurant la qualité de l'environnement
- d'apparier ces données environnementales avec des données individuelles sur l'état de santé

4. Bien-être (ou qualité de vie)

→ voir Commission Démographie et questions sociales

Avis 4 : Action publique et DD (→ 3 sous-avis)

1. Connaissance de l'offre de transport

Nombreuses publications. Entre autres :

- Les chiffres clés du transport, 1er chapitre (Les moyens mis en œuvre : infrastructures et matériels de transport), avec des comparaisons européennes
- Les infrastructures linéaires de transport : évolutions depuis 25 ans (2016)

2. Utilisation des sols

Deux dispositifs :

- enquête annuelle Teruti-Lucas (SSP) sur l'occupation et l'usage des sols, rénovée en 2017 ; résultats publiés dans Chiffres et Données, dans Agreste Primeur ...
- outil européen Corine Land Cover (SDES) → interprétation visuelle d'images satellitaires

3. Gestion par les collectivités des déchets, de l'eau et des réseaux de chaleur
 - systèmes d'information des opérateurs publics : Office national de l'eau et des milieux aquatiques (Onema) pour l'eau, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) pour les déchets
 - enquête annuelle sur les réseaux de chaleur et de froid
 - publications : bilan de la production de déchets en France, chiffres clés de l'environnement, bilan énergétique annuel

Pour mémoire : Les acteurs économiques et l'environnement,
Insee-Références, 2017

Cinq dossiers sur :

- la facture énergétique du logement (→ avis 3B)
- les exploitations en agriculture biologique (→ avis 2D)
- les émissions de CO₂ (→ avis 5C)
- les espaces consommés par le bâti (→ avis 4B)
- l'action des ménages en faveur de l'environnement

+ une trentaine de fiches

Quels sujets à inscrire au prochain moyen terme ?

- tirer les leçons du moyen terme 2014-2018 → reconduire les demandes insatisfaites ?
- les besoins à satisfaire sur les 5 années à venir
 - les sujets ou thèmes « structurants » à poursuivre
 - les besoins à anticiper

Les leçons du moyen terme 2014-2018 :

- mesure de la présence et la teneur de sources de nuisance (pollutions lumineuses, perturbateurs endocriniens, ...)
- mesure du gaspillage alimentaire
- mesure locale de la qualité de l'environnement (quels effets sur la santé?)
- évolution des comptes de l'environnement (partage dépenses curatives/préventives)

Quels besoins pour la prochaine période et comment y répondre ?

A priori, deux sources de difficultés :

- incertitudes sur les données qui seront produites au cours des prochaines années et sur leur accessibilité
- par nature, la notion de développement durable invite à croiser les regards (économique, social, environnemental) → comment suivre et traiter les besoins ? Par des Inter-Commissions ?

Les « nouvelles » (i.e. non encore exploitées ou inédites) sources de données :

- il existe un gisement considérable de données non exploitées : voir la Cartographie des données du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, rapport du CGEDD, octobre 2016 (entre autres, niveau de confidentialité des différentes sources de données)

- Rapport Villani → premier pilier de la stratégie française en intelligence artificielle : une « *politique offensive visant à favoriser l'accès aux données, la circulation de celles-ci et leur partage [car] les données sont la matière première de l'intelligence artificielle* »
 - poursuite de l'ouverture des données publiques
 - ouverture des données privées en s'appuyant sur le statut de « données d'intérêt général »

NB : environnement et transports-mobilités sont deux des quatre secteurs jugés prioritaires pour le développement de l'IA

Exemples de sujets et thèmes éligibles au prochain moyen terme :

- informations territorialisées
- comportements des ménages en matière de développement durable → Commission Démographie et questions sociales
- impacts de l'activité économique sur l'environnement (économie verte, circulaire,...) → Commission Entreprises et Stratégies de Marché (ESM)

Exemples de sujets et thèmes (suite) :

- le cas des transports (secteur prioritaire pour l'IA) : peut être traité par
 - la Commission EDD (effets environnementaux des transports)
 - la Commission Territoires (aménagement du territoire, mobilités)
 - la Commission ESM (échanges internationaux de marchandises)



Merci de votre attention !